

METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tools, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont recueillies à travers des visites sur le terrain et/ou des entretiens téléphoniques avec des informateurs clés dans les sites de déplacement ou les communautés d'accueil. Les informations sont ensuite collectées dans des outils d'évaluation rapide multisectoriels (ERM). Ce rapport de synthèse présente les résultats des évaluations menées du 24 au 27 février 2023, par le biais d'évaluations sur le terrain.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE # 4555

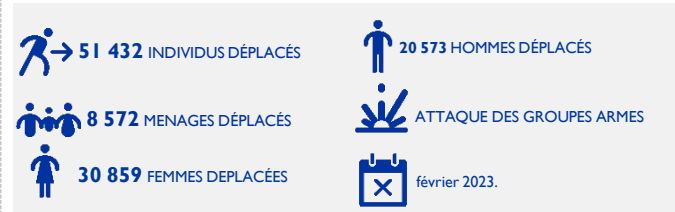
Depuis le 4 février 2023, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont été la cible de multiples attaques du M23 dans l'est de la RDC, à proximité de la ville de Sake, plus précisément dans les villages de Karenga, Kabati et Kingi, dans le groupement de Kamuronza en territoire de Masisi. Ces violents affrontements se sont étendus à plusieurs villages du territoire de Masisi, atteignant le centre de Mushaki, situé à environ 12 km de la ville de Sake, ainsi que la ville de Rubaya, à 32 km de la ville de Sake. La crainte de la prise de Sake et la psychose de la population face à l'avancée du M23 ont entraîné d'importants mouvements préventifs de la population. La majorité des personnes déplacées se sont réfugiées dans les groupements de Buzi et Mbinga Nord, dans la chefferie de Buhavu, territoire de Kalehe, et sur les rives du lac Kivu, dans le groupement de Mufunyi-Shanga, chefferie de Bahunde, dans le territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu. Ces personnes sont principalement des déplacés de Masisi et de Rutshuru, qui étaient déjà logés depuis le 25 janvier 2023 dans les sites et centres collectifs de Kimoka, Kibati, Rutoboko et Sake en territoire de Masisi, au Nord-Kivu.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT



DÉTAIL SUR LA ZONE EVALUÉE

PROVINCE	SUD KIVU & NORD KIVU
TERRITOIRE	KALEHE et MASISI
CHEFFERIE	BUHAVU
GROUPEMENT	BUZI, Mbinga Nord MUFUNYI-SHANGA

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT DANS LES CENTRE COLLECTIFS

CENTRE COLLECTIFS	TERRITOIRE	GROUPEMENT	AIRE DE SANTÉ	MÉNAGE	INDIVIDU	FEMME	HOMME	< 5 ANS
EP KITEMBO	KALEHE	BUZI	BULENGA	17	102	61	41	20
EGLISE 8ème CEPAC	KALEHE	BUZI	MINOVA	15	90	54	36	15
CROIXROUGE/POLICE	KALEHE	BUZI	MINOVA	64	384	230	154	52
ECOLE PRIVE TCHUNGIRI	KALEHE	BUZI	MINOVA	15	90	54	36	10
POSTE MINOVA ET MUBIMBI	KALEHE	BUZI	MINOVA	72	432	259	173	39
EGLISE ASSAMBLEE	KALEHE	BUZI	MINOVA	50	300	180	120	25
EP UMOJA MINOVA	KALEHE	BUZI	MINOVA	91	546	328	218	49
MUBIMBI	KALEHE	BUZI	MINOVA	26	156	94	62	37
CATHOLIQUE NGUMBA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	SHASHA	110	660	396	264	300
CBCE SHASHA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	SHASHA	127	762	457	305	400
CBCA SHASHA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	SHASHA	87	522	313	209	450
8è CEPAC BEROYA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	SHASHA	152	912	547	365	310
UEBECO SHASHA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	SHASHA	177	1062	637	425	513
8è CEPAC KITUVA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	BWEREMANA	81	486	292	194	70
CATHOLIQUE BUKOBATI	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	BWEREMANA	123	738	443	295	89
8è CEPAC BUHUNGA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	BWEREMANA	70	420	252	168	47
8è CEPAC NYAMUBINGWA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	BWEREMANA	55	330	198	132	285
CBCA BWEREMANA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	BWEREMANA	118	708	425	283	35
SITE DE SHASHA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	SHASHA	527	3162	1897	1265	535
SITE DE BWEREMANA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	BWEREMANA	345	2070	1242	828	286
Total				2322	13932	8359	5573	3567

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT EN FAMILLE D'ACCUEIL

VILLAGE EVALUÉ	TERRITOIRE	GROUPEMENT	AIRE DE SANTÉ	MÉNAGE	INDIVIDU	FEMME	HOMME	< 5 ANS
KALUNGU	KALEHE	BUZI	KALUNGU	638	3828	2297	1531	300
MINOVA CENTRE	KALEHE	BUZI	MINOVA	803	4818	2891	1927	400
BWISHA	KALEHE	BUZI	BWISHA	728	4368	2621	1747	450
KISHINJI	KALEHE	BUZI	KISHINJI	400	2400	1440	960	310
NUMBI	KALEHE	BUZI	NUMBI	789	4734	2840	1894	513
SHANJI	KALEHE	BUZI	SHANJI	457	2742	1645	1097	-
KAVUMU	KALEHE	BUZI	LUMBISHI	551	3306	1984	1322	-
LUMBISHI	KALEHE	BUZI	LUMBISHI	683	4098	2459	1639	-
KITEMBO	KALEHE	BUZI	BULENGA	400	2400	1440	960	285
BULENGA	KALEHE	BUZI	BULENGA	44	264	158	106	35
BUTEMBA	KALEHE	BUZI	BULENGA	33	198	119	79	29
MUHANGA	KALEHE	BUZI	BULENGA	110	660	396	264	77
CHONDO	KALEHE	BUZI	BULENGA	27	162	97	65	10
MUCHIBWE	KALEHE	BUZI	BULENGA	59	354	212	142	42
NYAMASASA	KALEHE	MBINGA-NORD	NYAMASASA/BUCHIRO	62	372	223	149	30
KARANGO	KALEHE	MBINGA-NORD	KARANGO	51	306	184	122	33
MUKWIDJA	KALEHE	MBINGA-NORD	KINIEZIRE	40	240	144	96	28
VILLAGE KITUVA	MASISI	MUFUNYI-SHANGA	BWEREMANA	375	2250	1350	900	253
TOTAL				6250	37500	22500	15000	2795

OBSERVATION & ANALYSE

La population des zones évaluées se fait généralement soigner dans des centres de santé situés à une distance de marche de 30 minutes à 1 heure pour la plupart. Ceux dont les moyens financiers sont limités ont recours à l'automédication, seulement les femmes enceintes accouchent à l'hôpital ou dans les centres de santé. Le paludisme, le choléra, la malnutrition et la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans sont des maladies courantes dans cette zone depuis le début de la crise, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de consultations (entre 10 et 25 par jour) dans les structures sanitaires. Le ratio patient/personnel est actuellement de 78%. Le manque de médicaments et de matériel médical dans les structures de santé, ainsi que l'absence de partenaires pour les soutenir, constituent les principaux défis sanitaires. Les informateurs clés signalent que seuls les centres de santé de Minova, Kalungu et Cheya, dans le groupement de Buzi, sont soutenus par l'OMS Bukavu pour la prise en charge des soins de santé des personnes vulnérables.

OBSERVATION & ANALYSE

Au total, 8 526 ménages, soit 51 432 personnes, ont été contraints de quitter les zones à haut risque pour se réfugier dans des zones considérées comme relativement stables, notamment dans les communautés d'accueil et les centres collectifs situés dans les territoires de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu, et de Masisi, dans le Nord-Kivu. Environ 27 % de ces personnes vivent actuellement dans les centres collectifs sur le littoral du lac Kivu, dans les villages de Bweremana, Shasha, Minova, Bwisha, Kalungu, Kishinji, Bulenga, Kitembo, ainsi que sur l'axe Buzi-Hauts-Plateaux, dans la localité de Lowa-Numbi (change, Kavumbi, Lushuhe, Lumbishi, Murambi), dans le groupement de Mufunyi-Shasha, Buzi et Mbinga-Nord. Entre le 14 et le 16 février 2023, des mouvements pendulaires ont été observés, mais suite à la prise de Mushaki et Rubaya du 23 au 26 février 2023, les déplacements des populations se sont intensifiés sur la route reliant Goma à Bukavu, dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu, jusqu'à Minova centre et Numbi, dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu. Les informateurs clés signalent également la présence de militaires démobilisés et de leurs familles déplacées venus de Rutshuru dans les bureaux de la Croix-Rouge et de la police nationale congolaise à Minova. Les données sont susceptibles d'être mises à jour en fonction de l'évolution de la situation.

La population autochtone pratique l'agriculture, l'élevage et le petit commerce pour subvenir à ses besoins quotidiens. En revanche, les déplacés, qui n'ont pas accès aux terres cultivables, effectuent des travaux journaliers pour se nourrir ou recourent à la mendicité, y compris certains enfants. Ces trois dernières semaines, une hausse des prix des denrées alimentaires a été constatée sur les marchés en raison de l'augmentation de la population dans la zone et de la fermeture des routes d'approvisionnement par le M23. Par conséquent, de nombreuses personnes ne peuvent se permettre qu'un seul repas par jour.

L'approvisionnement en eau reste l'un des plus grands défis dans les villages évalués. Les informateurs clés rapportent un nombre insuffisant de points d'eau. Seulement 50 % de la population des zones évaluées ont accès à de l'eau potable, tandis que le reste s'approvisionne à partir de l'eau du lac. La principale barrière qui limite l'accès à l'eau est le manque de partenaires pour soutenir la communauté dans ce domaine.

Suite à la vague de déplacés, les informateurs clés ont observés des actes de pillage perpétrés par des hommes âgés de plus de 18 ans, des violences faites aux femmes qui n'ont pas été signalées, ainsi que des travaux forcés imposés aux enfants de moins de 18 ans pour subvenir aux besoins de leur famille. Un grand nombre d'enfants se trouvent dans des situations difficiles, dont environ 36 enfants non accompagnés et 130 enfants séparés dans les villages du groupement de Buzi et 30 enfants non accompagnés parmi les personnes déplacées internes au centre collectif EP Umoja de Minova.

La majorité des nouveaux arrivants, n'ayant pas de logement, se retrouvent dans des centres collectifs tels que des écoles ou des églises, tandis que d'autres sont accueillis par des familles. Cependant, ces dernières font face à des problèmes de promiscuité et à un manque d'articles ménagers essentiels.

Des écoles fonctionnelles existent dans les zones évaluées, mais certaines ont accueilli des déplacés dans des salles de classe par manque de place chez des familles d'accueil, ce qui a entraîné des difficultés de fonctionnement. Bien que le taux d'inscription ait augmenté de 90 %, la fréquentation a diminué à 80 % car certains enfants sont obligés d'aller travailler aux champs. Par conséquent, le ratio enseignant-élève, qui était auparavant de 55, a diminué à 50.